



Presse Internationale

n°40 – juillet août 2006 - 1€ (soutien 2€)

LIT-QI

LIGUE INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS - IV INTERNATIONALE
EN BELGIQUE

www.litci.org - lital.be@tiscali.be

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », K. Marx

éd. resp. : Jan Talpe - rue de l'élan, 73, B10 - 1170 Bruxelles

**Libérez les
prisonniers
sans-papiers !** p.20



**LE SIONISME EN GUERRE CONTRE LE PEUPLE
PALESTINIEN POUR AVOIR VOTÉ LE HAMAS** p.20

SANS-PAPIERS :



France :

*des milliers de
sans-papiers se
mobilisent
(Paris - 1/07/2006)*

**Quelles perspectives
après la Marche du 17
juin à Bruxelles ?** p. 5

BELGIQUE :

p.3

Quelle direction pour les luttes ?

CONGO :

p.9

La recolonisation en marche

IRAK - AFGHANISTAN :

p.11

L'impérialisme s'embourbe

Aussi dans ce numéro :

Edito p.2 - La Coupe... est pleine de prostitution p.7
Plan Afrique p.8 - Chili : la rébellion des pingouins p.18
Brésil : un Front de Gauche p.19 - Bahar libéré p.20



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-qi, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la grande révolution d'octobre de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La Ligue Internationale des Travailleurs a actuellement des sections dans 17 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

Régularisation... un bras de fer

Ces derniers mois, les sans-papiers ont fait beaucoup parler d'eux. Les occupations et grèves de la faim se multiplient dans l'espoir de faire plier le gouvernement. Pourtant celui-ci se refuse à adapter des critères de régularisations demandés par l'UDEP. Pire : Malgré la pression de la rue, tous les partis vont approuver des lois plus répressives pour les sans-papiers.

Le fait est que les différents gouvernements de nos pays impérialistes n'ont aucun intérêt à mettre un terme à la clandestinité dans laquelle sont plongés des centaines de milliers de travailleurs. Bien au contraire, un sans-papiers est nécessaire pour maintenir leurs bénéfices dans un contexte de crise profonde du système capitaliste.

Dernièrement le gouvernement « socialiste » espagnol a négocié le Plan Afrique qui facilitera encore plus le pillage du continent africain et qui durcira les contrôles aux frontières.

Ainsi le patronat européen augmente d'une main l'exploitation du continent africain, de l'autre il exploite sans limite les travailleurs qui fuient la misère dans laquelle se retrouve l'Afrique, et de surcroît, il profite de cette situation pour faire pression sur les salaires des travailleurs autochtones.

Face à la voracité des rapaces impérialistes, les organisations de lutte des sans-papiers doivent répondre par des stratégies offensives. Il est de plus en plus urgent de dénoncer ces plans et d'organiser un rapport de force capable d'arracher des victoires.

En Belgique, l'Union de Défense des sans Papiers (UDEP) n'est pas parvenu à imposer sa loi au parlement. Il n'est seulement question que d'une circulaire, qui n'engage que le ministre en fonction. Est-ce une défaite du mouvement ? Non, car le mouvement a démontré sa force, il lui manque seulement un discours clair : arracher des régularisations loin des discours et des marchandages pré-

électoraux.

Mais pour arracher des régularisations, il faudra que le mouvement gagne la confiance des travailleurs belges, les convainquent que la régularisation de tous signifie une augmentation commune des conditions de vie, qui justifie que nous luttons ensemble. Car les travailleurs détiennent une arme plus puissante que des occupations ou des grèves de la faim. En effet, ils sont capables de toucher le cœur du système capitaliste : son économie. Les hautes directions de la FGTB et la de CSC peuvent bien mettre leur *cachet* sur l'affiche de la manifestation nationale du 17 juin, mais ils se gardent bien d'appeler les travailleurs belges à se mobiliser pour défendre leurs frères de classes.

C'est pourtant ce que plus de trois millions de travailleurs sans papiers ont fait aux Etats-Unis, ce premier mai 2006 : ils ont paralysé les secteurs de l'économie où ils sont présents. C'est dans cette voie que doivent s'engager les organisations de lutte des sans-papiers qui se rencontreront pour la deuxième fois au mois de septembre pour former une Coordination Internationale de lutte des sans-papiers. Comme disait déjà Marx : « les travailleurs n'ont pas de patrie ».

Avec la solidarité de *tous* les sans-papiers, avec la mobilisation des travailleurs organisés, et avec la solidarité internationale, nous pouvons faire plier les différents gouvernements impérialistes.

Non à la réforme de Dewael

**Régularisation
de tous les sans-papiers**

**Avec ou sans papiers,
nous sommes tous des travailleurs**

**Prolétaires du monde entier,
unissez-vous**

Quelle direction pour les luttes ?

Les luttes...

Le 28 juin, le groupe pharmaceutique Eli Lilly annonce la fermeture de son site de recherche à Mont-Saint-Guibert avec la perte de 330 emplois. Il supprime aussi 150 emplois en Allemagne et 450 en Angleterre. En 2005, cette multinationale a augmenté son bénéfice de 11% par rapport à 2004. Elle doit cette bonne santé, entre autres, aux subsides perçus de la Région wallonne et elle est une des locomotives dans le cadre du « Plan Marshall ». On pourrait donc supposer que Di Rupo et son gouvernement, promoteurs de ce Plan, aillent tout mettre en oeuvre pour défendre leur Plan, pour empêcher cette fermeture ou au moins pour récupérer leurs billes : toutes les subventions publiques et autres réductions de charges que le groupe a reçues. Mais le délégué du syndicat chrétien donne le ton pour organiser la riposte : « *Quand une multinationale américaine prend une telle décision, il est tout de même peu probable qu'on parviendrait à la faire changer d'avis.* »¹

Pourtant... les travailleurs de BASF (3600 emplois, sans compter les 1000 en sous-traitance) sont quand même arrivés « à faire changer d'avis » la plus importante entreprise pharmaceutique dans le monde, qui a fait un bénéfice record de 6,5 milliards de dollars en 2005 et qui récemment se permettait encore d'offrir 4,9 milliards de dollars pour racheter l'entreprise de technologie Engelhard. Grâce à une lutte tenace en front commun des différents syndicats, ils ont obtenu une augmentation salariale de 0,40 EUR, inscrit dans la Convention. Et les employés de Techspace Aero ont aussi obtenu en ce mois de juin une victoire (une augmentation barémique de 1% avec effet rétroactif au 1er janvier 2006), après une lutte soutenue en front commun par SETCa et CNE.

Les ouvriers de l'entreprise de maintenance industrielle CSI sont en grève depuis le 22 juin. Ils négocient depuis 15 mois pour obtenir les mêmes avantages que leurs collègues de CMI (dont CSI est une filiale). Ces derniers ont décidé d'instaurer un piquet filtrant

Lors du Congrès de la FGTB, 13 résolutions ont été approuvées

1. La FGTB revendique à juste titre la « Solidarité sans frontières ». Mais pour cette tâche, elle est pour « *la promotion de l'Organisation internationale du Travail (OIT) en tant que législateur social dans le cadre d'une gouvernance démocratique mondiale.* ». Et l'OIT, qui s'insurge contre le fait que « *le nombre de chômeurs dans le monde a augmenté de 21,9% entre 1995 et 2005* », préconise comme solution, que le chômeur « *crée sa propre entreprise* » ! (voir www.ilo.org). Une solution rentrant pourtant dans « *les fausses valeurs [...] consacrées par le régime capitaliste* », répudiées par la Déclaration de principes de la FGTB.

3. La FGTB « *s'associe aux sans-papiers dans leur combat et soutient leurs revendications* », mais dans la mobilisation du 17 juin dernier il n'y avait que le discours d'Anne Demelenne et presque pas de drapeaux (ni rouges, ni verts, ni bleus d'ailleurs). A quand la lutte avec une ample mobilisation contre la discrimination selon le lieu de naissance ? Une discrimination pourtant rejetée par la Déclaration de principes de la FGTB.

9. La FGTB rejette à juste titre le concept de la Constitution européenne où les services publics sont devenus des « *services d'intérêt économique général* ». Mais la Résolution finit par défendre une « *directive sur la libéralisation des services* ».

12. La FGTB défend « *un retour aux équilibres fondamentaux de la stratégie de Lisbonne* », dans laquelle elle veut juste retrouver « *une place plus importante de la dimension et de la cohésion sociale* », elle défend donc l'Europe... de Lisbonne 2000, l'Europe du capital.

devant les grilles du site et de mener une grève de 24 heures en solidarité avec leurs collègues de CSI. Bel exemple de solidarité. Dommage qu'elle n'ait pas pu dépasser le clivage syndical, car seuls les affiliés à la FGTB menaient l'action.

Cela fait des mois que les travailleurs de La Poste luttent contre des conditions de travail impossibles, de Géoroute en Géoroute.² Le 12 décembre 2005, les postiers de toute la Wallonie sont partis en grève quand La Poste a annoncé la suppression de 730 bureaux et 10.000 emplois. Les postiers de Herstal avaient obtenu un report de Géoroute-2 jusqu'en mai 2006. A l'échéance, ils sont repartis en grève. Le 22 juin, les postiers louviérois sortent en grève contre l'application du plan Géoroute 2. Pour consolider leur mouvement, ils ont réussi à impliquer leurs collègues de Seneffe, Morlanwez et Manage, et envisagent d'aller plus loin s'il le faut.

Un cas exemplaire d'unification

internationale des luttes est celui General Motors : suite à la menace de fermeture du siège au Portugal, les syndicats concernés se sont mis d'accord pour refuser les heures supplémentaires et organiser des actions et des grèves sur les différents sites européens.

Le secteur du non-marchand de la Communauté française réclame depuis 2004 un alignement des barèmes du non-marchand sur ceux du personnel des hôpitaux et s'est mobilisé à maintes reprises. Récemment on est arrivé à un accord pour 2006-2009. Le texte prévoit un budget supplémentaire de 30,25 millions d'euros sur 4 ans, ce qui est très largement insuffisant pour couvrir l'essentiel des revendications déposées en 2004. Les syndicats sont toutefois satisfaits : « *Sans accord, il aurait été difficile de trouver le personnel nécessaire, notamment des infirmières pour les crèches* » déclare Yves

Hellendorff, secrétaire national de la CNE. Du côté de la Setca, on estime que l'effort « s'inscrit dans les limites des moyens de la Communauté ».³

... et le Congrès de la FGTB

C'est dans ce climat social que la FGTB a réalisé son Congrès Statutaire les 8 et 9 juin 2006.⁴ Mais les luttes des travailleurs n'ont même pas été à l'ordre du jour.

Les Statuts parlent encore de « l'idéal syndicaliste, visant à la constitution d'une société sans classes » et répudient formellement « les fausses valeurs [...] consacrées par le régime capitaliste », mais la nouvelle direction élue est « favorable à des discussions calmes et sereines. Si les patrons nous demandent d'être responsables, nous leur en demandons autant. »⁵ Faut-il rappeler que la FGTB Bruxelles a organisé la « fête » du Premier mai avec comme sponsors des ténors de ce « régime capitaliste » ? Philippe Van Muylder, le secrétaire général de la FGTB Bruxelles se félicite « de disposer de deux sponsors, P&V et Delta Lloyd » et il y ajoute que « Nous sommes partis pour un partenariat à long terme. » Fin 2004, le Groupe P&V a quasiment doublé sa taille par rapport à 2003. En 2005, Delta Lloyd a fait un bénéfice net de 18 millions d'euros, contre 12 millions en 2004, soit une hausse de 49%.⁶

Les Statuts ont été amendés... afin d'assurer mieux la parité hommes/femmes dans la composition du Bureau et du secrétariat fédéral. Entre-temps, en Belgique, une femme gagne en moyenne 10% de moins qu'un homme avec la même qualification. Dans le monde, il y a une vingtaine de pays qui font mieux. Mais ce problème n'était pas à l'ordre du jour.

Il a été réaffirmé, à juste titre, que la FGTB doit rester « une et indivisible », mais le 21 avril 2006, le congrès fédéral extraordinaire de la FGTB Métal avait décidé la scission en trois ailes, avec l'approbation de 85,8% des votants. Pour le dirigeant sortant, André Mordant, « la scission est compatible avec les statuts et [...] un mode de fonctionnement plus adapté à la réalité ».⁷

Bilan et perspectives

Le 7 octobre 2005, les travailleurs ont imposé la grève générale pour protester



« Verhofstadt démission »

Lors de la manifestation du 28 octobre 2005

contre le « Pacte des générations ». La CSC avait jugé la grève inutile et avait fait connaître partout les « 10 raisons pour ne pas faire grève ». Le lendemain, *Le Soir* titre : « La grève est finie, il faut bien négocier ».

Le 11 octobre, le gouvernement, libéraux et « socialistes » confondus, annonce cyniquement son « Contrat de solidarité entre générations ». La FGTB s'occupe d'éviter la récurrence : « La grève générale est une arme qu'on n'utilise qu'une fois tous les dix ou douze ans ».⁸ Mais les travailleurs ne sont pas du même avis. Les arrêts de travail s'enchaînent et le 28 octobre, il y a 100.000 travailleurs dans les rues de Bruxelles pour dire NON à ce Pacte. Les dirigeants syndicaux, de leur part, s'étaient réunis la veille avec le gouvernement « pour rétablir la confiance ».

La rédactrice en chef du *Soir* craint « le désordre social ».⁹ La bourgeoisie se demande si les syndicats vont parvenir finalement à « contrôler leurs troupes ». Pour Di Rupo, « La demande est triple. 1. Il faut que le courant passe entre nous, les syndicats et le patronat. 2. Il faut créer les conditions de la création d'activités, sachant que la priorité, c'est l'emploi. 3. Pour cela, il faut éviter les dérapages sociaux. »¹⁰

Les syndicats parviendront finalement à « contrôler leurs troupes ».

Vers la mi-janvier, des représentants du patronat et des syndicats ont formé le « groupe des dix » qui doit négocier, « pas devant les caméras », sous la houlette du patronat (présidé par Jean-Claude Daoust, administrateur délégué de la FEB) avec le but avoué de sauvegarder la compétitivité de nos entreprises.¹¹

Di Rupo veille sur le grain. « Ce sont les patrons et les syndicats qui peuvent

créer un état d'esprit plus positif, les conditions de l'élan économique. »¹²

Le 27 mars 2006, patronat et sommets syndicaux présentent leur résultat sur leur démarche « pour une économie plus compétitive en faveur de l'emploi. »¹³

En 2005, 30.000 emplois ont été perdus suite à des faillites et restructurations.¹⁴ Mais la compétitivité sera sauvée. Dans cette même année, les entreprises belges cotées en bourse ont enregistré un bénéfice de 31% et les patrons se distribueront des dividendes pour un montant global de 7,4 milliards d'euros.¹⁵

Le « Pacte » n'est pas ficelé, mais selon cette déclaration souscrite par les directions syndicales, on est sur la bonne voie pour entamer « une maîtrise des coûts salariaux ». D'après la presse, ces dirigeants affirmaient que « Après avoir traversé des heures difficiles, la concertation sociale reprend des couleurs ».¹⁶

Voilà ce que nous pouvons attendre des hautes directions syndicales pour la lutte qui s'annonce contre le « Pacte de compétitivité ».

Comme nous avons déjà dit,¹⁷ **il est urgent de construire à l'intérieur de notre classe, à l'intérieur de nos syndicats, une autre direction, une direction qui, plutôt que de « chercher une solution » pour les patrons, cherche le meilleur moyen pour organiser la lutte contre les patrons, contre ce gouvernement complice des patrons, et pour une autre société, où se sont les travailleurs qui sont au pouvoir.**

¹ *Le Soir*, 28/06/06

² Voir PI n° 36 - mars 2006

³ *La Libre*, 29/06/2006

Des informations sur les luttes sont régulièrement mises à jour sur des sites comme www.wvs-sws.be et www.6com.be. L'information sur les performances des entreprises est disponible sur leurs sites respectifs.

⁴ www.abvv.be/code/fr/fram02206.htm

⁵ *Le Soir*, 8/6/2006

⁶ *La Libre*, 24/03/2006 - *Le Soir*, 21/04/2006

⁷ *La Libre*, 9/02/2006

⁸ *Le Soir*, 12/10/2006

⁹ *Le Soir*, 23/11/2005

¹⁰ *Le Soir*, 21/01/2006

¹¹ *Le Soir*, 19/01/2006

¹² *Le Soir*, 21/01/2006

¹³ www.fgtb.be/CODE/fr/fram001.htm

¹⁴ *Le Soir*, 31/12/05

¹⁵ *Le Soir*, 8/04/2006

¹⁶ *La Libre*, 28/03/2006

¹⁷ PI n°37 - avril 2006

Après la victoire du 17 juin, quelles perspectives pour les sans-papiers ?

Avec seulement 20 jours de préparation, à l'appel de l'organisation nationale des sans-papiers (UDEP), entre 15 et 20 mille personnes sont descendues dans les rues de Bruxelles, le double de la manifestation nationale du 25 février, un véritable succès !

Cette réussite s'explique par la grande combativité des sans-papiers et le large mouvement de solidarité autour des occupations. Le mouvement a eu tellement d'ampleur que des organisations liées au gouvernement telles que le FAM et le CIRE ont donné leur soutien financier. Malgré les prises de position et résolutions des hautes directions syndicales, elles n'engagent pas leurs propres organisations dans la mobilisation, et se limitent à mettre leurs « cachets » sur l'affiche et financer des transports.

L'UDEP ressort plus forte de cette mobilisation car elle a démontré sa capacité mobilisatrice. Les sans-papiers qui luttent ont leur organisation, avec son importance politique, capable, rien que ça, de s'inviter aux discussions des Messieurs au parlement.

Néanmoins, l'issue du bras de fer engagé par les travailleurs sans papiers contre les représentants du patronat belge au gouvernement pour la régularisation de tous les sans-papiers ne dépend pas seulement de la combativité des sans-papiers. Cela dépend en définitive de la direction dans laquelle les emmène l'UDEP, mais tout d'abord de la manière dont les sans-papiers s'organisent au sein même de l'UDEP, de la manière dont l'UDEP s'exprime et dirige le mouvement, et essentiellement des choix politiques qu'elle fait, du choix de ses alliés, et de sa fermeté face au gouvernement.

Actuellement, de nombreux sans-papiers, même parmi les plus engagés dans le mouvement, se demandent pourquoi la manifestation n'a pas été suffisante pour imposer la « loi UDEP » de régularisation, pourquoi tous les partis



sont finalement d'accord avec la réforme de la procédure d'asile du ministre Dewael ?

Le problème n'est pas la mobilisation, mais la canalisation de celle-ci dans une impasse. Ce sont certaines revendications du mouvement, son orientation politique qui, selon nous, s'obstine à centrer l'attention entre les mains des parlementaires, à créer trop d'espoirs à court terme et pousse les sans-papiers à la grève de la faim.

La bourgeoisie ne laissera pas passer de bon gré une loi qui élimine les sans-papiers car elle a besoin de surexploiter des travailleurs sans droits. Et tous les partis au parlement, y compris PS, et ECOLO, se félicitent quand le mouvement joue le jeu des négociations parlementaires, car ils pourront mieux nous diviser à coup de promesses et de mensonges. L'UDEP doit aller au parlement, non pas pour demander qu'on modifie les règles d'un jeu truqué depuis le départ, mais pour arracher des victoires concrètes ! A nous de construire un rapport de force qui nous amène une meilleure régularisation que celle qui a eue lieu en 1999-2000 (Ali Guissé, Presse Internationale n°39).

Le gouvernement libéral-socialiste organise 10 expulsions par jours, 365

jours par an, et va certainement profiter des vacances d'été pour passer à la vitesse supérieure. Il faudra construire un rapport de force dans les luttes contre ces arrestations et expulsions.

Nous avons besoin d'un rapport de force qui peu *stopper* des lois répressives tels que la réforme de la procédure d'asile de Dewael qui n'est autre que l'application des directives européennes sur l'immigration. Un des objectifs concrets du mouvement doit être de stopper l'avancée de l'Europe forteresse qui orchestre la traque aux sans-papiers.

Pour avancer sur ce chemin, nous ne pensons pas qu'il suffit de « voter pour les partis qui soutiennent les sans-papiers » comme disait Ali lors de la manifestation du 17. Il faudra plutôt resserrer le lien avec les rares syndicalistes combattifs qui étaient présents aux mobilisations avec leurs drapeaux. Il s'agit d'exiger aux bureaucrates syndicaux d'organiser la lutte pour un permis de travail pour tous et de défendre, par la syndicalisation, les travailleurs sans papiers. Les sans-papiers auront besoin de la puissance des méthodes de luttes de notre classe, telle que la grève ou les occupations d'usines et de chantiers, pour forcer le

gouvernement à supprimer les centres fermés honteux, à en sortir les enfants, à stopper les expulsions et à céder chaque jour plus de régularisations !

Par une lutte tenace, parfois sanglante, nos aïeux ont sorti les enfants des mines, sortons les enfants des centres fermés.

Et pour construire ce rapport de force l'UDEP n'est pas seule. Elle peut compter avec le soutien d'une coordination internationale de lutte qui, de façon encore embryonnaire, se

construit. Le défi est de rassembler des organisations de Belgique, de France, d'Espagne, des Etats Unis, d'Italie, de Suisse, d'Angleterre. Les premiers signataires de cette future coordination ont déjà fixé des dates de mobilisation internationale, dont la commémoration, en septembre prochain, de la lutte de Sémira Adamu, assassinée par la police lors de son expulsion, et le Premier Mai 2007, pour rappeler que les sans-papiers sont d'abord des travailleurs qui contribuent à la production de richesse.

La Ligue Internationale des Travailleurs appelle toutes et tous les révolutionnaires et militant(e)s du mouvement des sans-papiers à construire cette double alliance, l'alliance de classe avec les travailleurs belges avec ou sans emploi, seule capable d'imposer les revendications du mouvement, et l'alliance internationale, seule capable de briser la forteresse d'Europe.

**Non à la réforme de la procédure d'asile de Dewael !
Arrêt des expulsions ! Suppression des centres fermés !
Régularisation de tous les sans-papiers !
Avec ou sans papiers, nous sommes tous des travailleurs !
Non à l'Europe forteresse ! Pour une Europe des travailleurs !**

Après la grande marche du 17 juin 2006, *Presse Internationale* a interviewé Alex, un gréviste de la faim de l'église Saint-Bernard.

PI : *Quel bilan fais-tu de la marche ?*

Cela a été un pas important. Nous ne pouvons pas dire que c'est une victoire, mais un grand pas en avant a été donné. Il a été démontré que la population belge, et en particulier les Flamands, nous soutiennent. Ils étaient là, dans la rue avec nous. C'est un soutien immense, aussi de la population de Bruxelles, qui va se rendre compte un peu plus de notre situation. Les gens commencent à parler de l'immigrant, les noms des clandestins apparaissent à la lumière du jour. C'est un objectif que les manifestations commencent à réaliser.

Nous sommes contents, mais nous ne sommes pas satisfaits. En ce moment, nous sommes en train de terminer la grève de la faim de 48 heures, que nous avons décrété. Cette semaine nous attendons une réponse du Ministre, une réponse du gouvernement, un signal, pour en finir avec cette souffrance qui nous mène à la mort.

PI : *Pense-tu qu'il faut attendre de voir le parlement se prononcer ou faut-il continuer avec les mobilisations en même temps ?*

Les actions, les mobilisations, les grèves de la faim, les rencontres culturelles qui s'organisent doivent continuer. Si le parlement ne se prononce pas sur la situation des clandestins, la lutte n'aura pas servi à grand chose. La philosophie que nous soutenons en principe à l'UDEP est « des papiers pour tous, sans exception ». On voit maintenant que dans cette situation, le Ministre commence à s'inquiéter et se tourne un peu plus vers nous. Moi, je pense qu'il ne faut pas arrêter la mobilisation, qu'il ne faut pas baisser les bras. La lutte continue, car même si nous obtenons aujourd'hui des papiers, il faut penser aux personnes qui viendront après et les préparer. Donc, les actions doivent continuer.

PI : *As-tu un message pour les sans-papiers en général ?*

Mon message est que la lutte est de tous. Nous devrions être tous là, en lutte pour nos papiers, en lutte pour nos intérêts. Il faut sortir de la clandestinité, il ne faut plus être de simples spectateurs, il faut avancer dans la lutte pour nos intérêts.

PI : *Le jour de la manifestation du 17 juin, il y avait aussi une manifestation à Madrid, en soutien aux sans-papiers en Belgique. Que penses-tu de cette solidarité internationale ?*

C'est tout simplement génial. Le problème des sans-papiers est un problème de toute l'Europe, non seulement de la Belgique. Maintenant il s'agit de continuer avec des actions coordonnées.

La coupe est pleine... de prostitution

Dans un « Guide de voyages pour femmes », édité en russe, le Ministère allemand de la Coopération invite officiellement les jeunes filles ukrainiennes à entrer clandestinement en Allemagne à l'occasion de la Coupe du Monde, pour travailler comme prostituée. On leur suggère fortement, pour éviter tout tracasserie avec la police, de passer la frontière par une zone non surveillée, sans poste de garde. *Beaucoup de femmes le font*, précise le manuel¹.

En Allemagne, l'exploitation de la prostitution est légale et est assimilée à un « service » commercial quelconque, duquel on discute tout au plus le taux de TVA à appliquer. Tout juste y a-t-il un peu de gêne quand un membre de la famille royale s'en mêle. Et voilà que pour cette branche tellement lucrative de l'économie allemande, la « main-d'œuvre » pourrait temporairement faire défaut et on fait donc un appel à des « illégaux », des « sans-papiers », pour combler le déficit, quitte à les renvoyer chez eux par après, comme « illégaux ». Business as usual.

A la mairie de Berlin, on discute allègrement sur le même ton. On avance l'idée que le chiffre de 40.000 prostituées « intérimaires » serait exagéré : *C'est invraisemblable. Les proxénètes devraient consentir des investissements impossibles à amortir en si peu de temps.*²

La prostitution est un produit de la société de classes, et en particulier un des fléaux du capitalisme. Comme dit déjà le Manifeste communiste : « Il est évident qu'avec l'abolition des relations de production actuelles, la communauté des femmes qui s'en déduit, c'est à dire la prostitution officielle et non-officielle, disparaîtra. »

A l'époque impérialiste, ce fléau a atteint des proportions sans précédent dans l'histoire de l'humanité. En Thaïlande, en 1995, l'industrie du sexe représentait 59% des rentrées de l'Etat.



Forum Social Mondial 2004
manifestation de prostituées en défense de leur dignité

Le « chiffre d'affaire » annuel du marché du sexe, uniquement pour l'Allemagne, est de 1,9 milliards d'euros. C'est à peine moins que le chiffre d'affaire mondial du marché des équipements sportifs liés au football (2,5 milliards, toutes marques confondues).³ A l'occasion de la Coupe du Monde à Berlin, un « club » de 3.000 m², pouvant recevoir jusqu'à 650 clients à la fois, a été construit à 3 stations de métro du Stade Olympique.

Il n'est pas étonnant que, dans cette logique, une industrie tellement lucrative n'échappe pas à la norme capitaliste de « baisser le coût de la main d'œuvre », y compris par le dumping salarial via les « sans-papiers ». Il fallait y penser.

Une Carte blanche sur le thème, écrite par une prostituée, Sonia, mérite une réflexion.⁴

Sonia se distancie, à juste titre, de « l'esclavage sexuel que subissent de nombreuses filles ou garçons », elle considère « insupportable que des personnes soient obligées de se prostituer sous la contrainte » et elle s'associe courageusement à « la lutte contre toute forme d'exploitation de quelque être humain que ce soit. » D'autre part, elle revendique « le droit aux femmes de disposer librement de leur corps », non seulement pour décider de la contraception ou d'un avortement, mais aussi pour offrir en toute liberté des services sexuels à des clients. En principe, il n'y a rien à redire

contre cela, sauf qu'il faut bien savoir ce qu'on entend par « en toute liberté ». Une femme qui ne voit plus d'autre issue pour gagner sa vie et pouvoir éduquer ses enfants, et se décide pour la prostitution, le fait-elle en toute liberté ? Une femme qui s'en va d'Ukraine, alléchée par l'offre de Madame Merkel, pour trouver une vie meilleure, se décide-t-elle en toute liberté pour la prostitution ? Le succulent marché du sexe, ne fait-il pas tous les efforts pour

qu'il y ait suffisamment de femmes qui y accèdent « en toute liberté », en marge de celles qu'il parvient à y contraindre ? C'est dans la logique de la société capitaliste. On connaît des jeunes filles qui rêvent d'être enseignante, hôtesse de l'air, pilote, danseuse, ingénieur, chauffeuse de bus, etc. mais y en a-t-il qui rêvent d'être prostituée ?

Ceci dit, nous soutenons les prostituées dans leur lutte pour des exigences élémentaires telles que refuser un client, avoir des conditions sanitaires et une attention médicale adéquate, et surtout, le droit de s'organiser *en toute légalité* pour défendre leurs droits et leur dignité, y compris dans les structures syndicales des travailleurs. Nous rejetons catégoriquement toute criminalisation des prostituées, une exigence élémentaire d'ailleurs pour combattre toute tentative de reléguer leur activité à la clandestinité et donc au pires traitements inhumains des proxénètes.

¹ Le Nouvel Observateur, n°2165, 4 au 10 mai 2006. Le guide a été retiré de la circulation suite à des protestations. Silence médiatique sans surprise.

² Ibidem

³ Le Figaro, 18 mai 2006, supplément Entreprises.

⁴ Le Soir 14/06/2006

Le Plan Afrique : une excuse pour implanter l'impérialisme espagnol en Afrique

L'intérêt du gouvernement de l'Etat espagnol pour exploiter les richesses du continent africain grandit de jour en jour. Il profite actuellement de l'arrivée de sub-sahariens sur les côtes des Iles Canaries et crée, avec l'aide des médias, une grande préoccupation dans l'opinion publique, bien que ce type d'immigration ne représente que 10% de l'immigration qui rentre par la frontière terrestre de la France et les aéroports espagnols.

Le gouvernement espagnol criminalise ainsi l'« immigration illégale » et, avec le soutien de l'Union Européenne et des pays du G8, prétend signer des « accords migratoires globaux » avec les pays d'où partent les « sans papiers ». Ces accords combinent le contrôle militaire des côtes avec des accords de rapatriement et d'« aides au développement ».

Les accords de rapatriement permettent le renvoi immédiat d'immigrants sans respecter les droits fondamentaux, comme cela a déjà été le cas avec les 99 premiers rapatriés au Sénégal (1 juin 2006), ce qui permettrait de responsabiliser les gouvernements des pays d'origine de ces « dérapages ».

Le plan Afrique : un plan impérialiste

L'objectif d'avancer un plan pour l'Afrique dirigé par l'Espagne n'est qu'une manœuvre pour ouvrir les portes à l'impérialisme espagnol et à ses multinationales afin de contrôler les richesses de ce continent. En utilisant l'immigration comme couverture légale, l'Espagne renforce sa pénétration dans des pays africains, depuis la Gambie et le Mali jusqu'au Soudan ou l'Ethiopie, sous le couvert de « renforcer la démocratie, la sécurité et la paix dans la zone, et la création de richesse sociale et économique ». Ce sont ces mêmes arguments qu'a utilisés l'impérialisme

européen pour coloniser le continent africain dans le 19^{ème} et le 20^{ème} siècle.

Avec les « aides au développement », on prétend réclamer des accords avec des perspectives financières. Comme dit le président de l'exécutif communautaire José Manuel Durao Barroso : « *l'association avec l'Afrique requiert un financement adéquat, et cela implique que l'Europe a besoin d'un accord sur les perspectives financières* », ou encore : « *sans cet accord nous ne serons pas dans des conditions de respecter nos engagements* ».

Jusqu'à ce jour, les aides au développement, qui devraient hypothétiquement améliorer la qualité de vie de la population, n'accomplissent pas ces objectifs et profitent exclusivement aux entreprises européennes qui exécutent les supposées actions de développement, ainsi qu'aux gouvernements fantoches locaux, sans compter qu'elles grossissent la dette externe et donc la dépendance de ces pays.

Pour l'UE « renforcer la démocratie » consiste exclusivement à mettre en place des gouvernements fantoches qui garantissent l'implantation d'entreprises européennes pour contrôler l'exploitation des richesses, contre la volonté du peuple. Quand le peuple prétendra changer cette situation, suivra l'intervention militaire comme cela a été le cas en Sierra Leone, en Côte d'Ivoire, etc., ce qui est en contradiction avec l'exigence de paix.

Tant que les multinationales continuent à piller les pays d'Afrique avec le soutien de ces gouvernements fantoches, il sera impossible d'éliminer la pauvreté, et donc l'émigration. En réalité, se sont ces activités qui produisent la pauvreté et le désespoir et obligent par conséquent des populations entières à l'émigration.

Le plan Afrique est un plan militaire

Pour assurer ce plan impérialiste avec l'objectif avoué de renforcer la surveillance et le contrôle des frontières de l'UE et en utilisant précisément la préoccupation créée par l'entrée des immigrants, le gouvernement espagnol est parvenu à avoir l'appui logistique et militaire de l'UE. Il obtient ainsi la supervision de l'agence européenne du contrôle des frontières extérieures (FRONTEX), qui a mis à disposition des moyens maritimes et aériens, ainsi que le déplacement de toute sorte d'experts, pour empêcher l'entrée de ces africains appauvris en Europe.

La présence militaire a deux objectifs : 1° Empêcher l'entrée en Europe des travailleurs africains. 2° Etablir un bureau de FRONTEX aux Iles Canaries pour militariser la zone et faciliter une intervention militaire rapide et efficace dans le cas de soulèvements populaires contre la présence des multinationales européennes ou contre les gouvernements qui appliquent cette politique.

Les travailleurs et les peuples n'émigrent pas, en mettant leur vie en danger, seulement par caprice. Dire que l'exigence de « papiers pour tous » est une mesure irrationnelle, et non réaliste, fait partie de l'idéologie impérialiste qu'on prétend transmettre pour conditionner « l'opinion publique ». Est-il rationnel et réaliste de voler les peuples, de condamner ses gens à l'émigration et, quand ils insistent, de construire des murs contre eux, de militariser les frontières et de criminaliser les immigrants ?

En finir avec la spoliation des peuples africains par une poignée de pays et leur Union Européenne, mettre un terme au vol des multinationales. Voilà les seules mesures sérieuses, réalistes et rationnelles pour aborder une politique migratoire.

**La richesse de l'Afrique pour les peuples africains - Les multinationales hors d'Afrique
Non au plan Afrique - FRONTEX hors des côtes africaines**

Le retour à la colonisation

Après avoir été plusieurs fois reportées, c'est ce 30 juillet la dernière échéance pour la tenue des élections en République Démocratique du Congo. Il s'agit des premières élections dites « démocratiques » depuis l'indépendance le 30 juin 1960.

Après le génocide Rwandais (1994), dans le but de stabiliser la région, la République Démocratique du Congo (RDC) et cinq Etats de la région ont signé l'Accord de cessez-le-feu de Lusaka en juillet 1999. Dans le point 4.1, le compromis est pour « le retrait définitif de toutes les forces étrangères du territoire national de la République Démocratique du Congo ».

En novembre 1999, dans le but « de maintenir une liaison sur le terrain avec toutes les parties », le Conseil de sécurité créé la Mission de l'ONU pour le Congo (MONUC). Et voilà les troupes étrangères de retour. Les effectifs passent graduellement de 5537 au début à plus de 17.000 en 2006, essentiellement des mercenaires du tiers monde, qui ne se privent pas d'exploiter sexuellement la population locale.¹ Il s'agit de la plus grande des 18 missions de « maintien de la paix » de l'ONU, avec un budget annuel de près de 1 milliard de dollars US, la moitié du budget total de l'Etat congolais pour 2006.

La présence militaire européenne

Toutefois, l'enjeu au Congo devenant de plus en plus important, les troupes de mercenaires ne suffisent déjà plus. Comme en Irak, une présence directe des propres troupes de l'impérialisme est nécessaire. Et comme Bush est fort occupé au Moyen-Orient, ce sera une tâche pour l'Europe, une bonne occasion d'inaugurer ses « forces conjointes de Sécurité et de Défense ».

La Ministre française à la Défense ne laisse aucun doute à ce sujet : « La croissance économique et technologique de nos pays dépend pour une part de l'approvisionnement pétrolier et minier africain. Si cet approvisionnement est rendu impossible parce que les pays ou les voies d'acheminement sont interdites par la crise, nous en subissons les conséquences. »²

Vers la fin février 2006, les ministres des Affaires étrangères de l'UE discutent un plan pour mettre sur pied une force

« Nous n'oublierons jamais les massacres dans lesquels tellement d'entre nous périrent, les cellules dans lesquelles furent torturés ceux qui refusèrent de se soumettre à un régime d'oppression et d'exploitation. »

Patrice Lumumba - Bruxelles 1961
cité par Presse Internationale n°26, février 2004

« L'histoire de la République démocratique du Congo, c'est aussi celle des Belges, missionnaires, fonctionnaires et entrepreneurs qui crurent au rêve du Roi Léopold II de bâtir, au centre de l'Afrique, un Etat. Nous voulons rendre hommage à la mémoire de tous ces pionniers. »

Joseph Kabila - Bruxelles 2004
cité par Ludo Martens, Solidaire, 18/02/2004

européenne de 1250 hommes pour aller rejoindre la MONUC. Ce sera « un exercice ayant valeur de test pour une Union qui cherche à développer sa politique extérieure et de défense ». L'Allemagne et la France se déclarent immédiatement prêts à y participer, ainsi que le Portugal et l'Espagne.³

En juin 2006, le tout nouveau commandant en chef de la EuforRDCongo, le général allemand Karlheinz Viereck, peut déjà donner une conférence de presse pour souligner qu'il ne s'agit pas d'un bluff, que « s'il faut, on est là pour tuer ». Il précise en même

temps : « Ma tâche n'est pas de sortir dans les rues pour rétablir l'ordre »⁴. Ses soldats interviendront « en collaboration avec l'armée congolaise ». En cas de troubles, ils interviendront « après la police, l'armée congolaise et la Monuc », autrement dit après la chair à canon locale. Et Javier Solana profite de l'occasion pour préciser que « Ce type d'opérations sera amené à se produire plus souvent à l'avenir ».

Et les militaires belges ?

Après la mort des parachutistes au Rwanda, la Belgique avait décidé en 1998 que « Notre pays ne s'engagera plus dans des opérations militaires dans les pays d'Afrique avec lesquels il a entretenu des liens coloniaux ».⁵ Elle trouve cependant un détournement par mercenaires interposés. Le contingent béninois de la MONUC, destiné au Katanga (le fief d'Umicore) et composé de 750 soldats, est formé depuis 2004 par la Belgique dans le cadre d'un accord de coopération militaire. Au Conseil des ministres du 2 septembre 2005, la proposition du Ministre de la Défense, André Flahaut, est approuvée pour l'appui en moyens militaires aériens belges à la République démocratique du Congo (RDC), ainsi que pour la mise en place des candidats congolais destinés à recevoir la formation continuée des cadres de l'Armée intégrée congolaise. La Belgique finance l'intervention des troupes « béninoise » et, finalement, il y aura quand même quelques dizaines de militaires belgo-belges pour veiller sur le grain, avec des avions sans pilotes de type B-Hunter.⁶

Le régime colonial de Kabila

Avec tous ces militaires étrangers à travers le pays, peut-on parler d'ingérence dans un pays étranger ? Les dirigeants impérialistes s'en défendent puisque, comme en Irak, c'est à la demande de l'autorité locale. Joseph Kabila le confirme : « Tout ce que [la communauté internationale] fait ici, depuis les casques bleus de l'ONU en 1999 jusqu'à la décision récente de la

Le point de vue du PTB :

« La colonisation a réalisé deux choses importantes pour les congolais. D'un côté elle a 'tiré' un immense territoire du cœur de l'Afrique dans les temps modernes: un grand état, aussi étendu que l'Europe a été fondé. [...] La période coloniale a également développé les forces productives à une allure vertigineuse. »

Ludo Martens, Solidaire, 18/02/2004

« A un moment où la capacité militaire de l'armée congolaise est limitée et où l'Etat congolais est extrêmement affaibli, cette intervention [de l'Union européenne] signifie un soutien objectif aux nationalistes rassemblés autour de Joseph Kabila. »

Solidaire, 21/06/2006

création d'une force européenne d'intervention rapide, s'est fait avec notre accord, à notre demande, et après consultation. »⁷

Si bien en septembre 2004, le Ministre fédéral des Affaires Extérieures, Karel De Gucht, déclarait encore que le Congo « n'a pas de classe politique dirigeante », on comprend l'acharnement du gouvernement belge à consolider le régime dit « démocratique » à Kinshasa. Début juin, le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, Didier Reynders et le Ministre de la Coopération, Armand De Decker, ont rendu visite au Président Kabila pour le « soutenir dans le processus électoral prochain ». Reynders a même fait un geste concret. La « dette extérieure » de la RDC s'élève à environ 10 milliards d'euros, plus de 5 fois le budget annuel de l'Etat, et la dette envers l'Etat belge est de moins de 100 millions d'euros, dont 29 millions n'ont jamais été payés à la RDC (ce sont des intérêts). Reynders s'engage à éponger ces 29 millions (et à proposer au gouvernement belge d'annuler la dette),

en échange de mettre les finances de la RDC sous tutelle, avec des agents formés en Belgique. « En échange, la Belgique surveillera de près la réforme de la Banque centrale du Congo »⁸. Les liens avec le FMI et la Banque Mondiale ont aussi été renforcés.⁹

Kabila est-il nationaliste ? On le compare à Chavez ou Evo Morales¹⁰, mais ces politiciens latino-américains ont au moins encore un discours anti-impérialiste, ce que Kabila n'a pas. Il fait même l'éloge de Léopold II (voir cadre).

Avec la confiance de Bush

Quelques jours après l'assassinat de son père, Joseph Kabila entama un voyage diplomatique et alla serrer la main de Chirac, de Bush, puis celle du président de la Banque Mondiale, Wolfensohn. Rien d'étonnant puisqu'il a fait bonne école, il a été formé par les écoles de commerces américaines. Et Kabila a la pleine confiance de Bush car il nous dit que les relations avec le Rwanda de Paul Kagame « connaissent une évolution positive depuis la mise en place à Kisangani de la cellule tripartite Congo-Rwanda-Ouganda, sous le parrainage des Etats-Unis, chargée de régler les éventuels différents entre nous. »¹¹

Le gouvernement belge aussi a gagné la confiance de Bush dans le dossier congolais. En janvier 2006, Verhofstadt est allé en discuter à Washington et Bush l'a félicité « d'avoir pris le leadership sur ce dossier ». Selon le Premier ministre, « la transition au Congo est en bonne voie » et « désormais, nous y travaillons avec les Américains, nous devons songer à la période post-électorale et se soucier de former les futures élites à la bonne gouvernance, notamment économique ».¹²

La recolonisation

La RDC dispose de réserves gigantesques de matières premières, qui justifient l'intérêt que de nombreuses multinationales de toutes origines peuvent y trouver. Ce qui justifie en fin de compte la présence des nombreuses

Le point de vue des Congolais :

« Cette terre est celle de nos ancêtres, son cuivre est à nous. »

C'est ce que criaient les mineurs de cuivre du Katanga, abandonnés à leur sort après la « restructuration » de Gécamines et revenus aux méthodes ancestrales d'exploitation de ce minerai, pour accueillir notre Ministre De Gucht en février 2006. Celui-ci avait été invité pour célébrer le 175^{ème} anniversaire de la fondation du pays colonisateur.

Le Soir 06/02/2006

troupes étrangères. C'est le gouvernement belge, en tant qu'ancienne métropole, expert en la matière et arbitre neutre entre la France et l'Allemagne, qui conserve une position de choix pour assurer « la bonne gouvernance » de ce déploiement. Que Bush ne s'inquiète pas trop, Verhofstadt veille au grain et Kabila est à son service. A moins que le peuple congolais en décide autrement, comme en Irak.

¹ Les troupes proviennent principalement d'Inde (3500) et du Pakistan (3500), mais aussi des pays comme l'Uruguay (1400), la Bolivie (200) ou la Chine (200). En 2004, des dizaines de leurs membres, y compris des haut-gradés, ont dû être expulsés pour leur comportement scandaleux. (www.monuc.org)

² Carte Blanche dans Le Soir 20/06/2006. Nous soulignons

³ Le Soir 01/03/2006

⁴ Le Soir 14/06/2006

⁵ Note de politique générale du Gouvernement du 28 janvier 1998, lors des débats de la Commission Rwanda au Sénat.

⁶ Le Soir 17/01/2006, 04/02/2006, 21/03/2006

⁷ Interview pour Jeune Afrique, 9/4/2006. Nous soulignons.

⁸ www.lequotidiendenumur.be/rubriques/economie/page_6335_441152.shtml

⁹ www.digitalcongo.net - 07/06/2006

¹⁰ Solidaire, 21 juin 2006

¹¹ Jeune Afrique 9/4/2006, interview avec Joseph Kabila. Nous soulignons.

¹² Le Soir 18/01/2006

Michèle Alliot-Marie, Ministre française à la Défense donne quelques autres raisons pour lesquelles les troupes européennes doivent aller en RDC : « Nous faisons face aujourd'hui aux mêmes menaces : le terrorisme, la prolifération d'armes de destruction massive, ... » - « L'Europe est un pôle d'attraction inégalé pour tous les immigrés fuyant la faim, ... » - « La France est au premier rang des pays européens souhaitant renforcer le partenariat avec l'Afrique dans le domaine de la défense. »

Carte Blanche dans Le Soir 20/06/2006. Nous soulignons.



Courrier International

Nous publions ici la traduction du n° 120 - juin 2006 - de *Correo Internacional*, la publication mensuelle de la Ligue Internationale des Travailleurs-Quatrième Internationale. A voir sur www.litci.org

L'impérialisme s'embourbe de plus en plus au Moyen-Orient !

Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement de George Bush a essayé de récupérer à feu et à sang son contrôle absolu sur le Moyen-Orient, aidé, avec plus ou moins de contradictions, par l'impérialisme européen. Cette politique s'est traduite par l'invasion de l'Afghanistan en 2001, puis l'invasion de l'Irak en 2003. Dans les deux cas, l'impérialisme a obtenu des victoires militaires rapides, il a renversé le gouvernement des Talibans et celui de Saddam Hussein et il a installé des régimes coloniaux, soutenus par ses troupes militaires.

Toutefois, une analyse de la situation actuelle montre que, loin d'avoir atteint son objectif de contrôle de la région, l'impérialisme est en recul sur ses positions. Malgré une dure offensive militaire, qui constitue un véritable génocide, et malgré l'augmentation des dépenses de guerre, il ne parvient pas encore à contrôler le « première ligne de front » en Irak, à cause de la résistance militaire irakienne qui bénéficie d'un soutien de masse ; or, il doit déjà affronter un « second front » de résistance en Afghanistan, pays qui avait pourtant l'air d'être sous contrôle, peu de temps auparavant.

Cet état de fait a contraint le gouvernement de Bush à renforcer son effort militaire, avec un coût économique et politique de plus en plus important, ce qui le place en complète contradiction par rapports à son plan initial d'obtenir des « triomphes rapides » et de quitter ces pays, après avoir installé des gouvernements fantoches. Pour la guerre en Irak, les Etats-Unis ont déjà déboursé 320 milliards de dollars et le Congrès a approuvé, pour l'année en cours, un budget

supplémentaire de 64 milliards. Malgré toutes ces dépenses, la guerre paraît loin d'être finie.

Dans des éditions précédentes, nous constatons que l'impérialisme se trouvait embourbé en Irak. Nous pouvons maintenant affirmer que le borbier s'est étendu à l'Afghanistan, ce qui implique pour les Etats-Unis un coût élevé en dollars et en vies humaines, ainsi qu'une usure politique certaine.

Bush s'affaiblit

Le résultat de cette situation, c'est que le gouvernement de Bush s'affaiblit de plus en plus aux Etats-Unis. Le rejet de sa politique dans la guerre de l'Irak est largement majoritaire parmi les Nord-américains ; la popularité de Bush est descendue à 37%, un niveau très bas pour un président en fonctions qui dirige une guerre.

La crise du gouvernement de Bush accompagne les désastres électoraux de ses alliés en Irak : Aznar (Espagne), Berlusconi (Italie) et Tony Blair (Grande-Bretagne - défaite récente dans les élections municipales).

La situation en Irak et en Afghanistan divise déjà la bourgeoisie yankee. Il y a quelques semaines, les journaux aux Etats-Unis ont publié une déclaration condamnant les tortures dans la prison de Guantánamo (enclave américaine à Cuba, où sont détenus les prisonniers de la guerre de l'Afghanistan), en indiquant que ces pratiques s'inscrivaient « *contre l'esprit de la Constitution des Etats-Unis* ». Celle déclaration a été signée, entre autres, par l'ex-président démocrate Jimmy Carter; mais, le plus remarquable, c'est que c'est le puissant quotidien *New York*

Times qui a été à l'origine de cette campagne. Parallèlement, le scandale du massacre de Haditha en Irak prend de l'ampleur.

Il est difficile de croire que ce grand quotidien impérialiste soit devenu, soudainement, « humanitaire ». Il reflète en fait la double préoccupation d'un secteur croissant de la bourgeoisie américaine : d'une part, que la politique de Bush conduite à une impasse en Irak et en Afghanistan, et d'autre part, que l'opposition à la politique de Bush explose de manière incontrôlable, à l'intérieur même des Etats-Unis. Rappelons que la politique mondiale agressive de Bush s'accompagne d'un projet bonapartiste aux Etats-Unis, qui se caractérise par une forte attaque contre les libertés individuelles, pourtant hautement appréciées par une grande partie des Nord-américains. En plus, dans ce pays on a vu se développer la mobilisation de millions d'immigrés, surtout des latino-américains. C'est pourquoi, le *New York Times*, et les secteurs bourgeois dont il est le porte-parole, cherchent à élaborer une politique alternative qui puisse « sauver la face » de l'impérialisme en Irak et en Afghanistan et qui permette, en même temps, de canaliser la situation interne.

Cette combinaison - aggravation de la situation au Moyen-Orient et crise du gouvernement Bush - met à l'ordre du jour la possibilité de l'échec de l'impérialisme en Irak et en Afghanistan, comme au Vietnam en 1975. Contribuer à cette défaite, en soutenant la lutte des peuples irakiens, afghans et palestiniens, est le principal devoir de tous les combattants anti-impérialistes et révolutionnaires.

Irak : guerre civile ou guerre de libération nationale ?

Certains événements des derniers mois pourraient donner l'impression que la position de l'impérialisme s'est renforcée en Irak. D'une part, un gouvernement a été formé, dans lequel sont entrées les principales forces politiques chi'ites et kurdes. D'autre part, l'impérialisme aurait avancé dans sa politique de « irakiser » le conflit, en transformant la guerre de libération en une guerre civile opposant chi'ites et sunnites.

Toutefois, cette conclusion serait profondément erronée. Le nouveau gouvernement d'Al Malik est fragile, puisqu'il atteste d'une grande division entre les différentes fractions bourgeoises qui le composent. En même temps, la supposée « guerre civile » entre chi'ites et sunnites ne reçoit aucun soutien de masses. En réalité, une grande partie de cette supposée « guerre civile » cache l'activité des « escadrons de la mort » de la Brigade Badr, dirigée directement à partir du ministère de l'Intérieur par le parti chi'ite CSRI (Conseil Supérieur de la Révolution Islamique) et qui a déjà provoqué environ 7.000 morts.

Le nouveau gouvernement d'Al Malik

Le nouveau gouvernement fantoche a eu besoin de cinq mois pour se former, étant donné le degré de division entre les fractions bourgeoises qui collaborent avec les occupants, ainsi que les problèmes que cela pose à l'impérialisme de devoir négocier avec des courants liés à l'Iran. Jaafari, le dirigeant du Dawa, est sorti du gouvernement parce qu'il était trop impliqué dans les escadrons de la mort et il a été remplacé par un autre membre de la coalition chi'ite, Al Malik, lui aussi du parti Dawa.

En un sens, le gouvernement se renforce par l'incorporation du secteur plus à gauche de Al Sadr, dirigeant l'Armée Mehdi, dans des postes importants, tels que le secteur de la sécurité. Les représentants de l'oligarchie kurde y sont représentés,

ainsi que des secteurs minoritaires des sunnites.

Toutefois, cette « unité » dans le

gouvernement ne se manifeste pas dans la réalité sur le terrain. Par exemple, les différentes fractions

Les vrais criminels

Un des prétextes avancés par Bush pour justifier l'invasion de l'Afghanistan et de l'Irak a été « la défense de la démocratie et des droits de l'homme » face aux régimes dictatoriaux de ces pays. La réalité a montré clairement l'hypocrisie de cette excuse, elle a montré que c'est l'impérialisme le vrai criminel, que c'est lui qui bafoue constamment les droits de l'homme.

En 2004 ont été révélés les humiliations, les tortures et les assassinats de prisonniers irakiens dans la prison d'Abu Grahib. Maintenant on commence à être informés de massacres de populations civiles désarmées, perpétrés par les troupes impérialistes. Un de ces massacres a eu lieu en novembre 2005 dans la ville de Haditha. Quinze habitants sont apparus morts après qu'un engin explosif ait tué le *Marine* Miguel Terrasses. L'explication officielle était que c'était l'explosif qui avait aussi tué ces civils. Mais une enquête du *Times* a montré que ceux-ci ont été assassinés par représailles. Parmi les victimes, il y avait une personne âgée et un enfant de trois ans.

Il ne s'agit pas d'un fait isolé. Une vidéo montre un *Marine* qui chante comment il a assassiné une famille irakienne : « *J'ai attrapé sa petite sœur et je l'ai mise devant moi. Les balles ont commencé à siffler. Le sang glissait entre ses yeux. Je riais comme un fou. J'ai envoyé ces petits fils de putes rejoindre l'éternité* ». Un tel niveau de dégradation humaine paraît tout droit sorti d'*Apocalypse Now*, le film sur la guerre au Vietnam. En réalité, cela montre le caractère criminel que doit adopter toute troupe d'occupation face à un peuple qui la hait.

On trouve un autre échantillon de criminalité dans le **camp de concentration de Guantánamo**, l'enclave militaire que les Etats-Unis maintiennent à Cuba. Dans ce camp sont passés 760 prisonniers de la guerre en Afghanistan. Cinq ans après la fin de la guerre, seulement 10 d'entre eux ont été accusés et aucun n'a été jugé, contrairement à toutes les normes internationales sur les prisonniers de guerre.

Ils vivent dans de véritables cages et sont soumis à des tortures et des humiliations constantes. Comme la fuite est impossible, la principale fonction des gardiens est d'éviter que les prisonniers se suicident, y compris en les obligeant à manger contre leur volonté. Récemment, trois prisonniers sont parvenus à tromper la surveillance et se sont suicidés. Par son cynisme, l'explication du chef du camp nous exempte de commentaire : « *Je ne crois pas que cela ait été un geste de désespoir, c'est plutôt une action organisée pour discréditer les Etats-Unis. Cela a été un acte de guerre contre nous* ».

La situation à Guantánamo est arrivée à un tel point que même l'ONU, l'instrument traditionnel de l'impérialisme, a dû condamner ce centre de détention et en conseiller la fermeture, et recommander le jugement sans délai des prisonniers.

Finalement, il y a eu la révélation d'environ mille vols clandestins effectués en Europe par la CIA pour emmener des prisonniers de la guerre en Irak, ce qui s'ajoute à la dénonciation déjà connue de l'existence de prisons clandestines de la CIA dans les pays européens de l'OTAN. Il s'avère impossible de croire que cette quantité de vols pouvait avoir eu lieu sans la complicité des gouvernements européens.

chi'ites disputent durement le contrôle des secteurs pétroliers. Dans la région pétrolière de Bassorah, au sud du pays, les confrontations armées sont permanentes, non seulement avec les troupes anglaises mais aussi entre les milices Badr, l'armée Mehdi et Fajita (un secteur bourgeois régional qui contrôlait la région avant la mise en place du gouvernement d'Al Malik).

Un autre point de discorde est ce qu'il faut faire avec les milices pro-gouvernementales. Jaafari et Al Malik proposent de les incorporer dans la police et l'armée, tandis que d'autres ministres proposent de les dissoudre et de n'admettre que leurs membres individuellement, après sélection.

Finalement, la grande quantité de ministres des partis religieux chi'ites est très problématique pour les Etats-Unis et le Royaume-Uni. Leurs principaux alliés en Irak sont ainsi liés directement à l'Iran. Cela fortifie le gouvernement iranien à un moment où l'impérialisme est en pleine confrontation par rapport à la question de l'armement nucléaire.

Le caractère de la guerre

La presse mondiale essaye de présenter la situation comme un affrontement entre deux secteurs locaux (chi'ites et sunnites), avec les puissances impérialistes qui se contentent de surveiller. Ils soutiennent ainsi la politique des Etats-Unis et de l'Angleterre, qui vise à encourager une guerre civile en Irak. Citons comme exemple l'incident de la détention d'agents anglais qui, déguisés en Arabes, allaient commettre un attentat contre la population chi'ite à Bassorah et en accuser, évidemment, les « terroristes sunnites ».

La politique de « diviser pour régner » continue et le danger de guerre civile est latent. Toutefois, jusqu'à présent, cette politique n'a pas obtenu un soutien de masses et elle n'est pas parvenue à changer le caractère central de la lutte, une guerre de libération nationale dans laquelle, d'une part, il y a les occupants impérialistes et leurs laquais, de l'autre, le peuple irakien, chi'ites et sunnites, poussés à s'unir

contre leur ennemi commun.

Al Sadr, même après avoir adhéré au gouvernement, continue ainsi à développer une rhétorique d'unité chi'ite-sunnite contre l'occupation. Quand Bush a visité l'Irak, Al Sadr a organisé une manifestation de milliers de ses partisans à Bagdad, en exigeant un délai pour le retrait.

L'activité des « escadrons de la mort » des milices Badr, d'une part, et les attentats contre les mosquées chi'ites, attribués au groupe que dirigeait Al Zarqawi, d'autre part, font le jeu de cette politique de guerre civile. Nous ne pouvons pas écarter la possibilité que la crise de direction révolutionnaire dans le pays ouvre un espace plus grand à cette politique. Mais la réalité actuelle est que la guerre de libération nationale continue et que l'impérialisme ne trouve pas le chemin de la victoire, ni même une voie de sortie viable.

De plus en plus difficile...

Les troupes d'occupation ont lancé une offensive militaire génocide. Toutefois, elles ne parviennent pas à arrêter les actions de la résistance. En 2005, il y a eu 34.131 attaques de la résistance, selon le Pentagone lui-même (une moyenne de presque cent par jour). Le résultat est que 2 ou 3 soldats américains meurent chaque jour. Le chiffre total de pertes reconnues par les autorités militaires des Etats-Unis dépasse déjà les 2.500, auquel il faut ajouter près de 19.000 blessés, dont 8.000 n'ont pas pu retourner au combat à cause de lésions graves. Et cela, dans une situation où les troupes occupantes restent, généralement, dans leurs bases et ne les quittent en grand nombre que pour d'importantes opérations avec appui aérien, puisque la résistance contrôle, de fait, des secteurs et des routes entières.

Le sud du pays (qui inclut la seconde ville du pays, Bassorah) est devenu lui aussi une zone de grande instabilité, et de confrontations avec les troupes anglaises. Dans cette région, la lutte entre les fractions chi'ites complique la tâche de « maintien de l'ordre » et ouvre un espace aux combats de milices contre

les troupes d'invasion. Un hélicoptère anglais a été abattu avec un missile, il y a quelques semaines. Comme expression de cette aggravation de la lutte, l'armée britannique comptabilise déjà mille déserteurs, selon la BBC. Face à cette situation, certains correspondants informent que plusieurs gouvernements et entreprises pétrolières européennes essayent de négocier directement avec les insurgés.

... de plus en plus cher

Les dépenses du gouvernement des Etats-Unis dans la guerre en Irak représentent un poids de plus en plus grand dans le budget national. Le Congrès américain vient de voter une dépense de 64 milliards de dollars pour cette année et on calcule que, jusqu'à présent, 320 milliards de dollars ont été dépensés depuis l'invasion (chiffre qui dépasse déjà les dépenses totales initialement prévues). Cette montagne d'argent n'a même pas permis d'obtenir le contrôle de la situation en Irak. Au contraire, l'impérialisme continue à perdre du terrain face à la résistance.

Le gouvernement Bush, sous pression par la crise interne à donner une perspective de sortie de l'Irak, alterne les discours pessimistes et les optimistes. Le secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, a reconnu devant le Sénat qu'une réduction significative des troupes en 2006 serait difficile. De son côté, le commandant Peter Pace, encouragé par la mort d'Al Zarqawi, a annoncé la semaine suivante, au même Sénat, une réduction importante des troupes, pour ne laisser à la fin de 2007 que quelques milliers de soldats, en soutien aux forces « irakiennes ». Lors de sa visite récente en Irak, Bush a fait état de cette dernière analyse mais, en retournant aux Etats-Unis, il a fait des déclarations plus proches de celles de Rumsfeld. C'est un exemple clair des contradictions que la situation en Irak provoque et de la difficulté extrême de Bush pour contrôler le pays.

Les escadrons de la mort

Dans l'article principal sur l'Irak, nous indiquons qu'une partie importante de la supposée « guerre civile » que vit ce pays cache, en réalité, l'activité des escadrons de la mort de la Brigade Badr. Cette activité est dirigée directement depuis le Ministère de l'Intérieur par le parti chi'ite CSRI (Conseil Supérieur de la Révolution Islamique) et est encouragée par le Nord-américain John Negroponte, qui en avait déjà organisé au Salvador, dans les années 80.

Voici une lettre de l'Association Internationale Islamique des Droits de l'homme en Irak, adressée aux Nations-Unies, au Congrès des Etats-Unis, à Amnistie Internationale et à d'autres organisations internationales, qui confirme cette affirmation par de nombreuses données. Le texte complet est disponible en anglais sur Uruknet.info et en espagnol sur www.rebelión.org.

« [...] les abus commis contre le peuple irakien (aussi bien contre les sunnites que contre les chi'ites), et spécialement contre les Arabes sunnites, par la milice de la Brigade Badr, le ministre irakien de l'intérieur (Beyan Jaber Sulak) et le chef de la Milice Badr (Hadi Al Ameri) et son entourage, constituent certainement un génocide, des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. (...) »

Ces crimes ont atteint un niveau et une extension terribles. On arrive à exécuter de manière indistincte une centaine de civils arabes innocents par jour, des Irakiens sunnites, après arrestation par des forces du Ministère de l'intérieur irakien, dans les maisons ou dans les mosquées, au moment de la prière. On découvre presque toujours leurs cadavres quelques jours après, avec des signes de tortures terribles et de tirs de balles dans la tête.

La Milice Badr, qui est intégrée par des forces de l'armée et de la police, dispose de la légalité pour mener à bien, sans obstacles, ses actes terroristes contre le peuple irakien.

Elle est impliquée dans l'assassinat d'universitaires, de chercheurs, d'écrivains, de religieux, d'artistes, de pilotes et de fonctionnaires irakiens [...]. Elle est aussi impliquée dans des opérations d'expulsion de musulmans chi'ites et sunnites de leurs maisons, encourageant ainsi la guerre civile et la désintégration de l'Irak.

En outre, les prisonniers en détention dans les bâtiments du Ministère de l'intérieur sont soumis à des traitements cruels, inhumains et dégradants beaucoup plus graves que ceux que souffrent les prisonniers retenus par les Etats-Unis dans différents lieux secrets à Bagdad et dans d'autres villes.

Ces mauvais traitements et ces actes criminels de torture sont menés à bien par la Milice Badr, en connaissance de cause, et sous la supervision du Ministre irakien de l'intérieur (Beyan Jaber Sulak) et de son équipe ; ils se sont étendus dans toutes les villes sunnites du pays. Ils ont lieu dans les installations du Ministère et dans d'autres centres de détention de l'Irak [...], sans parler

des crimes commis contre le peuple chi'ite (qui a essayé de s'opposer à ces pratiques). [...]

Nous dénonçons aussi que les forces d'occupation américaines et leurs alliés ne font rien pour mettre fin à cette effusion de sang et pour défendre la population civile contre les actes barbares et les crimes génocides que la Milice Badr commet tous les jours en Irak. Au contraire, nous constatons que les forces nord-américaines d'occupation et leurs alliés observent tout cela et encouragent ces milices à prendre l'initiative dans les attaques contre les Arabes sunnites, afin de conduire la situation à une guerre civile. Comme l'indique la Secrétaire Générale d'Amnistie Internationale, Irene Khan : "L'Administration nord-américaine a démontré un dédain absolu envers les Conventions de Genève et les principes de base de la loi, les droits de l'homme et la décence." [...]

Cela a créé un climat dans lequel les forces du Ministère de l'intérieur irakien sentent qu'elles peuvent déshumaniser et dégrader les

La mort d'Al Zarqawi

Faute de beaucoup de bonnes nouvelles en Irak et en Afghanistan, le gouvernement Bush et celui de son allié Tony Blair ont voulu fêter la mort d'Abu Musab Al Zarqawi. Dans leurs déclarations, ils ont relevé que ce fait était le signe qu'ils commençaient à reprendre le contrôle du pays, que cela marquerait un point d'inflexion dans la lutte contre la résistance à l'occupation.

Nous ne croyons pas que cette perspective soit la plus probable. Al Zarqawi dirigeait en Irak un groupe armé sunnite lié à Al Qaeda, le courant international d'Osama Bin Laden, et il a toujours eu beaucoup de répercussion dans la presse internationale. Beaucoup de ses actions étaient dirigées contre la population chi'ite (comme les attaques contre des mosquées ou des fêtes religieuses). Ces actions aidaient, de fait, à la politique en faveur de la « guerre civile religieuse », promue par l'impérialisme. C'est pourquoi, la LIT-QI les a critiquées souvent et les a condamnées.

Toutefois, malgré le grand écho médiatique qu'il recevait, le groupe d'Al Zarqawi n'est jamais arrivé à obtenir un poids significatif dans la résistance, ni dans les actions contre l'occupation et le régime fantoche. Au contraire, d'importants secteurs de la résistance ont condamné une grande partie des actions attribuées à ce groupe.

Par conséquent, les déclarations des gouvernements nord-américain et britannique se basent beaucoup plus sur la nécessité d'avoir « quelque chose de bon à raconter », un wishful thinking, que sur la réalité irakienne elle-même.

prisonniers impunément. Ce que nous voyons actuellement en Irak est la conséquence logique de la poursuite implacable de la "guerre contre la terreur" quel qu'en soit le coût pour les droits de l'homme et sans aucun respect des normes de la guerre ».

L'Afghanistan : un « second front » s'est ouvert pour l'impérialisme

Nous reproduisons ici les parties principales de l'article publié sur le site de la LIT-QI (www.litci.org) le 7/6/06.

[...] Des images de télévision impressionnantes ont montré comment un secteur de la population de Kaboul, la capitale et la principale ville du pays, faisait face, avec des pierres et des bâtons, à des troupes armées jusqu'aux dents, attaquant les ambassades et les bureaux de l'ONU, du gouvernement et de la police, au cri de « mort aux Américains », « mort à Karzai » (le chef du gouvernement). Les soldats des Etats-Unis ont tiré sur la foule et ont causé au moins 14 morts et des dizaines de blessés. Tout a commencé quand un groupe de véhicules blindés militaires américains, voulant s'ouvrir le passage au milieu de la circulation de la ville, a renversé plusieurs automobiles de civils, et a tué cinq personnes. La réponse a été un véritable soulèvement populaire.

Un peu d'histoire

Ce qui c'est passé à Kaboul n'est pas un fait isolé mais le reflet d'un changement dans la situation du pays. [...] En 2001, dans la première action militaire lancée par Bush après les attentats du 11 septembre, des troupes impérialistes ont envahi le pays et, après une victoire militaire rapide, ont renversé le régime taliban haï par un grand secteur de la population. Dans plusieurs villes, les envahisseurs impérialistes ont été reçus comme des libérateurs, puisque les talibans poursuivaient les minorités et exerçaient une grande oppression sociale et culturelle. Après leur défaite, les forces talibanes restantes se sont retirées dans les régions montagneuses limitrophes avec le Pakistan et ont commencé des actions ponctuelles contre le gouvernement fantoche et les troupes étrangères.

Le vrai visage de l'occupation

Le soutien initial de la population s'est vite évaporé en voyant les fraudes dans les travaux et dans les

investissements promis par le « soutien étranger ». L'état des écoles, des hôpitaux, des routes, etc., est pitoyable et ces « travaux » ont seulement été un moyen pour enrichir les entreprises impérialistes engagées.

Le poids de l'occupation a même créé une économie parallèle administrée par l'ONU dans les grandes villes [...] où une petite minorité de fonctionnaires étrangers, souvent à travers les ONG et leurs employés afghans, gagne un salaire bien supérieur à celui du reste des Afghans et côtoie la misère de la grande majorité.

D'autre part, le gouvernement Karzai a été maintenu par le soutien des troupes des Etats-Unis et leurs alliés impérialistes, mais n'a jamais contrôlé vraiment le pays. Pour organiser les élections « démocratiques », tant vantées par la propagande américaine, le gouvernement Karzai a conclu des accords avec les « seigneurs de la guerre » et a obtenu le soutien de leurs troupes. Ces accords permettaient à ces seigneurs de maintenir sous contrôle leurs régions et les institutions locales et de s'occuper librement de leurs activités criminelles, notamment le trafic de l'opium. Le gouvernement s'est limité à la capitale et à tenté d'administrer précairement l'ensemble du pays à travers ces accords.

Un changement dans la situation

Après presque cinq années d'occupation, le pays, les troupes impérialistes et le gouvernement fantoche de Karzai vivent une situation qualitativement différente. L'expérience de l'occupation a fait que des secteurs de plus en plus nombreux de la population se retournent contre les occupants.

Le changement d'opinion de la population, ces derniers mois, a

ouvert un espace à une nouvelle résistance dans laquelle plusieurs groupes font face aux occupants et au gouvernement fantoche. Aujourd'hui, existent des zones entières dans lesquelles le gouvernement n'entre pas et où les troupes occupantes ne se rendent que lorsqu'il y a un grand déploiement militaire ou des attaques aériennes, sans pouvoir y maintenir des soldats de manière permanente. Les journalistes parlent de « zones libérées » dans les provinces de Paktia, Khost et Zabul, au sud et sud-est du pays, où le contrôle a toujours été précaire, et en Helmand, une zone stratégique du pays, où les attaques se sont multipliées récemment et où le gouvernement de Karzai n'aurait plus le contrôle effectif.

Parallèlement à ce développement de la résistance, les chefs talibans ont regagné du prestige parce qu'ils ont été, depuis le début, opposés à l'occupation, mais il est important de souligner que la résistance ne se limite pas à eux. Dernièrement, s'est mise en place une coordination entre différentes secteurs et tribus qui, sans être talibans, rejoignent la lutte armée contre les envahisseurs. Par exemple, Gulbudin Hekmatiar, un ancien allié de l'Iran et chef de la guérilla contre l'occupation de l'ex-URSS dans les années 80, a rejoint la résistance. Ce dirigeant a été ministre du gouvernement Karzai, a rompu avec lui et s'est déclaré contre l'occupation.

Ce qui s'est passé à Kaboul montre un approfondissement de ce processus, étant donné que la capitale était, jusqu'à présent, le seul lieu du pays où le gouvernement et les armées d'occupation paraissaient avoir un contrôle plus ferme.

Le « second front » qui fait peur

Il y a de « très mauvaises nouvelles » pour Bush et pour

l'ensemble de l'impérialisme. Le «second front militaire de la région» qu'ils craignaient tellement, s'est ouvert, contrecarrant la politique de Bush qui voulait une diminution des troupes américaines dans ce pays pour transférer le poids de l'occupation aux puissances impérialistes européennes, par le biais de l'OTAN (Organisation du Traité de l'Atlantique Nord). Le plan était que l'Allemagne, l'Angleterre et l'Espagne se chargent de cette tâche. Par exemple, Zapatero a envoyé des troupes à l'Afghanistan pour montrer que le retrait espagnol de l'Irak, auquel la mobilisation des masses dans son pays l'avait contraint, ne signifiait nullement l'abandon du front inter-impérialiste avec les Etats-Unis.

La politique de Bush, qui a besoin de se concentrer sur l'Irak, se heurte

maintenant à la détérioration de la situation en Afghanistan. Reflétant ces nouvelles préoccupations, John Hamre, directeur du Centre universitaire d'Études Stratégiques et Internationales, a dit au New York Times : « *L'Afghanistan est la crise latente de cet été boréal* », et il a ajouté : « *Certains fonctionnaires nord-américains sont préoccupés face à la possibilité de se retrouver prisonniers dans une bataille prolongée, tandis que le contrôle échappe des mains du gouvernement central* ». Cette situation pourrait signifier l'impossibilité de réduire le chiffre de 20.000 soldats nord-américains et de les remplacer par des troupes d'autres pays de l'OTAN, selon certains fonctionnaires à Washington. [...]

Ce nouveau borbier de l'impérialisme et de ses institutions

(comme l'OTAN et l'ONU) est synonyme de «bonnes nouvelles» pour les travailleurs et les peuples du monde. La possibilité d'une défaite militaire de l'impérialisme en Afghanistan et en Irak est à l'ordre du jour avec de plus en plus de force. Comme révolutionnaires, nous soutenons sans hésitations la résistance du peuple afghan pour expulser les troupes des envahisseurs et les institutions de l'impérialisme (qu'elles soient nord-américaines, européennes ou «mondiales») et pour renverser le gouvernement fantoche de Karzai, sans toutefois déposer aucune confiance ni aucun soutien politique aux directions de la résistance (parmi lesquelles, beaucoup ont déjà été des alliés des Etats-Unis).

Palestine : le dilemme du Hamas

En janvier, la victoire électorale du Hamas a été un plébiscite contre le gouvernement de Mahmud Abbas. Depuis l'époque de Yasser Arafat, les institutions de l'ANP (Administration nationale palestinienne) sont dominées par une bourgeoisie corrompue, qui a complètement capitulé et empoche «l'aide humanitaire» de l'Europe, des Etats-Unis et des pays arabes pour ses propres affaires.

C'est le cas de l'ex-premier ministre Korei, chef d'une entreprise de construction, qui **vend du ciment à Israël pour la construction du «mur de séparation»** en Cisjordanie. Il s'agit d'une bourgeoisie totalement dépendante de l'impérialisme et d'Israël, qui a abandonné toute prétention d'indépendance.

Mais cette politique a conduit au discrédit du gouvernement d'Abbas et de son courant Al Fatah. Le peuple palestinien a voté pour le Hamas, afin de protester contre les conditions de vie désastreuses, contre l'occupation de son territoire par Israël et contre la politique des Accords d'Oslo.

L'échec d'Oslo

La signature des Accords d'Oslo

en 1993, réponse des puissances impérialistes à la première Intifada palestinienne, a été l'aboutissement du processus de capitulation d'Arafat et de la direction d'Al Fatah aux impérialismes américains et européens. Ces accords reconnaissent l'existence de l'Etat d'Israël et l'usurpation de la terre palestinienne. Initialement, les masses palestiniennes ont apporté leur soutien à cet accord, en pensant qu'elles obtiendraient la paix et une amélioration de leurs conditions de vie.

Mais concrètement, il n'y a eu que quelques petites concessions faites aux dirigeants palestiniens qui, en échange, ont été confinés dans des territoires infimes, sous contrôle militaire israélien. La situation d'Arafat dans la Mukhata, plusieurs fois attaquée par le sionisme, a montré combien cette situation était humiliante.

De fait, l'ANP administrait des sortes de "bantoustans", semblables à ceux de l'Afrique du Sud à l'époque de l'Apartheid. Il s'agissait d'un gouvernement collaborateur ayant pour tâche de réprimer sa propre population au nom de l'occupant. C'est pour s'opposer à cette situation qu'a explosé la seconde Intifada en

2000.

La victoire du Hamas

C'est pour cela que les Palestiniens ont, en 2006, voté pour le Hamas, un parti qui conserve dans son programme la lutte pour la fin de l'Etat d'Israël. Ce vote a exprimé le fait que la population voyait le Hamas comme une alternative plus conséquente, face à la capitulation d'Al Fatah.

En réalité, le Hamas avait déjà adhéré à la trêve pactisée par le gouvernement d'Al Fatah et Israël en 2004. Bien qu'il n'ait pas retiré de son programme la lutte contre Israël et n'ait pas rendu les armes, il a «congelé» de fait cette lutte et s'est limité à administrer des écoles et des hôpitaux, construits avec des fonds d'ONGs, de l'Iran et d'organismes de pays impérialistes.

La politique de l'impérialisme

Les élections et la victoire du Hamas ont été un coup dur pour le projet impérialiste qui voulait s'appuyer sur la direction de Mahmud Abbas. Abbas, n'ayant ni le poids historique ni le charisme d'Arafat, a perdu la confiance des masses palestiniennes.

Mais comme c'est un homme totalement fidèle à l'impérialisme et

au sionisme, ceux-ci font tout pour le soutenir et pour qu'il conserve le pouvoir. Israël a bloqué les frontières et coupé l'envoi des impôts d'exportation perçus des zones palestiniennes. L'Union Européenne, le plus grand donneur d'aide, et les Etats-Unis ont suspendu, avec le soutien de l'ONU, l'envoi de fonds au gouvernement du Hamas. Et ils proposent de créer un mécanisme qui, hypothétiquement, garantirait « la livraison de ces subventions directement au peuple palestinien ».

Il s'agit d'une opération gigantesque de pression impérialiste et sioniste pour que le Hamas accepte les Accords d'Oslo, renonce à la « violence » et reconnaisse l'Etat d'Israël. Ils cherchent à ce que se répète le chemin de capitulation d'Al Fatah. Aussi longtemps que cela n'arrivera pas, ils ne reconnaîtront pas, de fait, son gouvernement. Selon Benita Ferrero Waldner, porte-parole de l'UE, les fonds seront administrés par la Banque Mondiale en collaboration avec le président de l'ANP, Abbas, même si celui-ci représente seulement une minorité des palestiniens. Et ces personnages cyniques osent encore parler de « démocratie » ! Comble de cynisme impérialiste, ces gouvernements n'exigent rien d'Israël.

Rappelons qu'Israël s'est approprié les meilleures terres et les sources d'eau de la Cisjordanie, et a isolé la zone arabe de Jérusalem et les populations palestiniennes de la Cisjordanie. Cette situation s'est aggravée à partir de la « séparation unilatérale » et la construction du fameux « mur » sous le gouvernement israélien de Sharon-Olmert. En même temps, Israël continue à assassiner des dirigeants palestiniens et à tuer des civils innocents, comme cela s'est passé récemment sur une plage de Gaza.

La menace de guerre civile

Al Fatah dispose de l'ample majorité des postes de l'appareil étatique créé par l'ANP. Il est décisif, pour continuer à dominer l'administration et le budget, de maintenir ces postes. La défaite électorale face au Hamas menace de lui enlever ce contrôle et il a donc

recouru à ses mentors impérialistes et à l'état sioniste.

Il n'a même pas eu honte de recevoir d'Israël un armement nouveau pour « la garde présidentielle » d'Abbas. Le premier ministre israélien, Olmert, a justifié le fait « par la crainte qu'Abbas peut être victime d'attaques de ses adversaires du groupe extrémiste Jihad Islamique et du mouvement radical islamique Hamas ».

D'autre part, Abbas maintient sous son contrôle la police et les forces de défense. Il y a déjà eu des affrontements entre ces forces et les miliciens du Hamas, dans la dispute pour le pouvoir militaire entre le nouveau gouvernement et l'ancienne administration. Les forces d'Abbas sont même arrivées à envahir le Parlement palestinien, à Ramallah, pour y arrêter des députés du Hamas.

Autrement dit, Abbas et Al Fatah montrent qu'avec le soutien impérialiste et sioniste, ils sont disposés à entamer une guerre civile pour obliger le Hamas à capituler et pour défendre ainsi leurs postes et leurs affaires.

Le plébiscite

La politique d'Abbas d'appeler à un plébiscite pour « la paix sur la base des frontières de 1967 » est une tentative honteuse de forcer le gouvernement du Hamas à céder aux Accords d'Oslo et à trahir le mandat électoral reçu. Abbas a eu recours à un manifeste signé par des prisonniers politiques palestiniens en Israël, comme Marwan Barguti, de « l'aile combattante » d'Al Fatah.

Le Hamas a essayé de négocier mais Abbas a défini unilatéralement la date pour le 21 juillet, dans une tentative de se fortifier sur le plan électoral. Toutefois, certains prisonniers d'autres organisations, qui avaient signé le manifeste original, ont déjà dénoncé le texte et ont retiré leur signature.[§] Ce plébiscite est une manœuvre au service de l'occupation israélienne et devrait à ce titre être boycotté par les organisations de la résistance palestinienne.

Les alternatives pour le Hamas

Le projet du Hamas est la création d'un état islamique. Cette position et

son caractère bourgeois pourraient les conduire à céder aux pressions et accepter, de fait, les accords d'Oslo pour pouvoir avoir, au moins, un **petit Etat** dirigé par eux. Le premier ministre du Hamas, Ismail Haniyeh, a alterné des déclarations "dures" avec des appels à négocier, et il a essayé de montrer à l'impérialisme, en particulier européen, qu'il peut céder. Récemment, la presse a informé qu'on travaille sur un possible accord entre Abbas et Haniyeh. Le fait est que Haniyeh a considéré la position de l'UE, de reprendre les donations, comme positive, bien que celles-ci soient empochées par Abbas, et il a demandé seulement « qu'on prenne en considération l'existence de son gouvernement ». En même temps, il a dit que le Hamas était disposé à négocier et à **prolonger la trêve** avec Israël « pour 20 ans ». Ce discours ressemble fort à celui d'Al Fatah, quand celui-ci a commencé à négocier les accords d'Oslo.

Au lieu de dénoncer l'occupation et d'exiger la restitution immédiate de tous les territoires occupés par Israël, en disant clairement aux masses palestiniennes que les accords d'Oslo servent seulement à favoriser les plans impérialistes et sionistes, le Hamas a pour politique de continuer à négocier avec Israël, même s'il ne le fait pas directement, mais par le biais d'intermédiaires. Si cette politique se concrétise, ce qui est fort possible, le Hamas deviendra responsable d'une nouvelle frustration des aspirations du peuple palestinien, qui a pourtant voté massivement pour lui.

Le Hamas a une autre alternative : faire appel au peuple palestinien qui a voté pour lui, et même à la base d'Al Fatah, pour dénoncer le plébiscite et le chantage de la guerre civile, et appeler à l'unité pour combattre l'Etat sioniste, l'impérialisme et ses agents palestiniens. Le peuple palestinien doit exiger qu'il le fasse.

[§] Abdeljaleq al-Naché et Basam al-Saadi, deux dirigeants du Hamas et Jihad en prison, qui avaient signé le document, ont retiré leur signature.

Vive la rébellion des « pingouins » !

Voici une version abrégée d'une déclaration de la LIT-QI sur la grande lutte des étudiants secondaires contre le gouvernement de Bachelet. Le texte complet est disponible sur www.litci.org.

Cela fait plus d'un mois que les étudiants du secondaire chiliens combattent contre le gouvernement de Michelle Bachelet, en étant brutalement réprimé dans les deux premières semaines de mobilisation. On calcule que, seulement à Santiago, il y a plus de 650 établissements scolaires occupés et que, dans tout le pays, il y a plus de 600.000 étudiants secondaires en grève. C'est la lutte d'étudiants la plus grande depuis 1972 et la mobilisation la plus massive vécue dans le pays depuis la fin de l'ère Pinochet (1990). C'est « la rébellion des pingouins » (au Chili, les étudiants du secondaire sont appelés « pingouins », de par la couleur de leur uniforme). A la chaleur de cette lutte est apparue une organisation unifiée des étudiants du secondaire : l'AES (Assemblée d'Etudiants Secondaires), qui fonctionne sur la base d'assemblées démocratiques.

Les exigences

Les étudiants ont 4 exigences principales :

- **Un ticket-transport étudiant gratuit.**
- **Gratuité de la PSU** (Preuve de Sélection Universitaire - un examen d'entrée à l'enseignement supérieur; il faut payer pour avoir le droit de le passer).
- **Abrogation ou révision de la JEC** (Journée Scolaire Complète - une extension de l'horaire scolaire qui a été un échec total).
- **Abrogation de la LOCE** (Loi Organique Constitutionnelle Educative, un héritage du gouvernement de Pinochet - 1990).

Le véritable visage de Bachelet

Cette lutte a servi à dévoiler rapidement le véritable caractère bourgeois et réactionnaire du gouvernement de la « socialiste » Michelle Bachelet. Après avoir déclaré « qu'il n'y a pas d'argent pour résoudre ces problèmes », finalement, la force de



Pour une éducation digne,
s'organiser et se battre !!

la mobilisation l'a obligée à accéder à plusieurs des exigences les plus immédiates, tout en essayant de manœuvrer dans la négociation pour les points plus à long terme (JEC et LOCE).

En même temps, en continuité avec l'époque de Pinochet, elle a ordonné la répression la plus dure des gendarmes contre les étudiants. Dans chaque mobilisation, des milliers de « pingouins » ont été battus et des centaines d'entre eux arrêtés.

Il n'y a pas d'argent?

Il est faux de dire « qu'il n'y a pas d'argent ». D'abord, une partie importante des 3.000 millions de dollars que l'Etat Chilien consacre à l'éducation est destinée aux subventions à des écoles privées. Ces fonds devraient aller à l'éducation publique. Deuxièmement, le cuivre, principale exportation du pays, a aujourd'hui un cours international très haut. Les entreprises privées qui l'exploitent, après que Pinochet ait privatisé l'activité, gagnent des fortunes. Que le gouvernement de Bachelet leur applique des impôts plus élevés pour l'éducation publique ! Finalement, comme l'informe la Banque Centrale, les paiements pour le service de la dette externe chilienne s'élèvent à 7.642 millions de dollars en 2005, plus de deux fois et demi le budget pour l'éducation ! Que le gouvernement Bachelet cesse de payer la dette externe et qu'il destine une partie de ces économies à l'éducation publique !

Un premier triomphe

Les étudiants du secondaire chiliens ont déjà obtenu un premier triomphe. La PSU sera gratuite pour 80% des jeunes;

un ticket-transport est accordé pour 60% des étudiants; on payera trois mois des stages en entreprises; on augmentera de 500.000 le nombre de rations alimentaires entre 2006 et 2007; et le 15 juillet on entamera des travaux d'amélioration dans 1.200 collèges.

Le point conflictuel qui reste est le traitement de la abrogation de la LOCE et de la JEC, et la formulation de ce qui les remplace.

Le gouvernement propose la formation d'une commission avec les parlementaires et les « pingouins » exigent qu'au moins la moitié des membres de cette commission soient des représentants estudiantins.

Aucune confiance en Bachelet

Nous pensons qu'il est important de donner l'opinion de la LIT-QI sur les aspects les plus généraux de cette lutte :

- Nous soutenons totalement la lutte que mènent les étudiants contre le gouvernement et nous appelons à la plus ample solidarité internationale avec elle.
- Nous croyons qu'il faut maintenir l'attitude de ne déposer aucune confiance dans le gouvernement de Bachelet.
- Il est très important de maintenir l'organisation dans les collèges et dans tout le pays, afin de pouvoir répondre à nouveau avec la mobilisation, face à toute manœuvre du gouvernement avec la LOCE et la JEC.
- Il est nécessaire que le soutien de la CUT cesse d'être « de parole ».

La lutte des étudiants chiliens met en question beaucoup plus que le système éducatif du pays. Elle met en question tout l'héritage légal et institutionnel de l'ère de Pinochet, essentiellement son caractère profondément répressif. **Nous croyons que les étudiants sont les protagonistes de la première grande lutte pour mettre en échec ce régime.**

Secrétariat International de la LIT-QI
São Paulo, le 7 juin 2006.

Ni Lula ni Alckmin : avec le Front de gauche surgit une alternative

Le 6 octobre 2006, plus de 100 millions de brésiliens sont appelés à voter pour le Président de la République, les députés et les sénateurs fédéraux et régionaux et les gouverneurs des régions.

Luiz Inácio Lula da Silva reste candidat à la Présidence, en dépit des scandales qui ont éclaboussé son gouvernement et le PT depuis des mois. La CUT soutient la candidature de Lula, comme d'ailleurs le PCdoB.

La Social-démocratie et le Libéralisme (PSDB / PFL) ont formé un front électoral, soutenu par le PPS et le PMDB, sur base de la dénonciation des scandales du PT, avec Geraldo Alckmin comme candidat à la présidence.

Face à l'alternative Lula ou Alckmin s'est constitué une alliance électorale entre le PSTU, le PSOL et le PCB. (Plus d'informations sur www.litci.org)

La première proposition pour l'alliance de gauche est née d'une lettre ouverte du PSTU, durant le Forum Social Mondial en janvier 2005. Dans cette lettre, le PSTU proposait au PSOL un front de gauche, de classe et socialiste. Cette proposition a été réaffirmée jusqu'au début de l'année 2006, sans réponse du PSOL. L'explication de ce silence se trouve dans les négociations de la direction du PSOL avec le PDT pour parvenir à un accord électoral.

Face à la résistance de la base du PSOL contre une alliance avec le PDT, la direction du PSOL se définit finalement en faveur d'une alliance avec le PSTU et le PCB. Mais pour la direction du PSOL, il s'agissait en réalité d'une simple adhésion du PSTU aux candidats choisis par le PSOL qui, à part la candidature évidente de Héloïsa à la présidence, définit celle de César Benjamin comme vice, sans aucune consultation. D'autre part, le PSOL autorise des alliances régionales avec des partis bourgeois et présente un programme qui propose une « révolution démocratique ». Le PSTU lance alors Zé Maria, dirigeant de CONLUTAS, comme candidat à la vice-présidence. Cette candidature est un symbole de la campagne de classe, dotée d'un programme socialiste de rupture avec l'impérialisme.

Après une série de discussions, on arrive à un accord entre les directions du PSTU, du PSOL et du PCB. Le PSTU renonce à la candidature de vice-président de Zé Maria, tandis que le PSOL renonce aux accords régionaux avec des partis bourgeois. Un programme commun est établi qui propose une rupture avec l'impérialisme et le PSOL renonce à sa proposition de « révolution démocratique ».

Zé Maria, du PSTU

« Le programme doit défendre l'émancipation de notre pays du joug impérialiste. Il faut défendre le non-paiement de la dette, la rupture avec les politiques du FMI, le rejet de l'ALCA. Il faut aussi un programme qui propose une sortie de classe pour notre pays. On ne construit pas une alternative de gauche, socialiste, si l'on n'établit pas une limite forte par rapport à la conciliation de classe. »

Heloïsa Helena, du PSOL

« Je crois que les divergences politiques qui existent d'un point de vue tactique seront surmontées. Il faut établir comme décret « Paix entre nous et guerre aux seigneurs ». La participation du PSTU dans cette alliance est essentielle. »

Glossaire :

- CUT *Central Única de Trabalhadores*, l'organisation syndicale actuellement mise en question par CONLUTAS
- PCB *Partido Comunista Brasileiro*, le parti communiste historique, né en 1922.
- PCdoB *Partido Comunista do Brasil*, d'origine maoïste, l'interlocuteur préféré du PTB.
- PDT *Partido Democrático Trabalhista*, un parti nationaliste qui revendique Getulio Vargas
- PFL *Partido da Frente Liberal*, le parti libéral
- PMDB *Partido do Movimento Democrático Brasileiro*, un parti issu de la lutte contre la dictature en 1980.
- PPS *Partido Popular Socialista*, un parti issu du PCB après la chute du Mur de Berlin
- PSDB *Partido da Social Democracia Brasileira*, la social-démocratie
- PSOL *Partido Socialismo e Liberdade*, née en 2005 autour de parlementaires de l'opposition dans le PT
- PSTU *Partido Socialista dos Trabalhadores Unificado*, la section brésilienne de la LIT-QI
- PT *Partido do Trabalho*, un parti né des luttes syndicales des années 80 avec Lula et Zé Maria comme dirigeants.

Mobiliser pour libérer les sans-papiers !!

Une rafle dans l'église occupée d'Anderlecht a violé le droit d'asile séculaire dans les lieux de culte et embarqué 48 sans-papiers. Parmi eux, 45 ont été mis en prison, dans un « centre fermé », afin d'être expulsé du pays. Seule la mobilisation peut obtenir leur libération et éviter d'autres rafles dans les églises occupées.

**Tous les régularisés à la mobilisation
le samedi 8 juillet - 11 h au Centre fermé 127bis**



Bahar a été libéré au Pays Bas - Une victoire de la mobilisation !

Non à la dictature en Turquie !

*Solidarité avec ceux qui la combattent, en Turquie et dans le monde !
Aucune collaboration du gouvernement belge avec la dictature turque !*

Plus d'info sur <http://perso.wanadoo.fr/clea.be>

REPUDIONS L'AGRESSION ISRAËLIENNE A GAZA ET EN CISJORDANIE !

L'armée israélienne a orchestré une agression militaire brutale dans les territoires palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie. Elle a effectué des attaques aériennes intenses et des opérations terrestres avec des milliers de soldats, et des tanks lancés contre la population. Elle a même attaqué une usine électrique, laissant une grande partie de la Bande de Gaza totalement sans électricité. Dans d'autres opérations, ont été arrêtés des ministres et des dizaines de députés du Hamas, le parti qui est actuellement au gouvernement de l'ANP (Administration Nationale Palestinienne). « *Nous sommes décidés à utiliser des mesures extrêmes* » a ainsi déclaré, hier, le Premier ministre israélien, Ehud Olmert.

Le prétexte invoqué pour justifier cette agression brutale a été l'enlèvement d'un soldat israélien par une organisation palestinienne, afin d'essayer de l'échanger contre quelques-uns des centaines de prisonniers palestiniens croupissant dans les prisons israéliennes. L'hypocrisie sioniste n'a pas de limites. L'Etat d'Israël est né de l'usurpation du territoire palestinien historique et de l'expulsion violente de centaines de milliers de ses habitants. Au service de l'impérialisme, cet Etat s'est maintenu comme une « forteresse militaire » qui, pendant des décennies, a réprimé, emprisonné et assassiné les combattants palestiniens. Tout cela est considéré comme « normal » par le sionisme. En revanche, l'enlèvement d'un soldat de l'armée d'occupation est utilisé comme justification du déclenchement de cette agression brutale !

La véritable raison de ces attaques est complètement différente. Dans les élections récentes pour le gouvernement de l'ANP, c'est le Hamas qui a triomphé; or, le Hamas est une

organisation qui, bien que disposée à négocier une trêve, maintient encore dans son programme la non-reconnaissance de l'Etat d'Israël, face au courant du Fatah soutenu par les Israéliens et l'impérialisme. Le message israélien est clair : *ou bien le Hamas capitule complètement et reconnaît Israël ou bien nous ne permettrons pas qu'il règne sur les territoires palestiniens*. Ici se dévoile une autre grande hypocrisie du sionisme et de l'impérialisme : pour eux, la « démocratie » signifie qu'on respecte les résultats électoraux, mais uniquement si celui qui gagne c'est celui qui leur agrée, ou celui qui acceptera une soumission totale.

Les images des territoires palestiniens attaqués par les soldats israéliens, plongés dans l'obscurité, avec leurs habitants résistant comme ils le peuvent contre cette agression, rappellent l'encerclement par les troupes nazies du ghetto de Varsovie pendant la Seconde Guerre Mondiale, lors du soulèvement du quartier juif de la capitale polonaise contre l'occupation. Aujourd'hui, quiconque défend les droits et la dignité humaine doit soutenir les habitants du ghetto contre cette agression. Pour la même raison, nous soutenons aujourd'hui les Palestiniens et nous répudions cette agression israélienne sauvage. Nous appelons les organisations politiques, syndicales et sociales du monde à exiger de façon unitaire l'arrêt immédiat de cette agression israélienne.

São Paulo, le 29 juin 2006

Secrétariat International
Ligue Internationale des Travailleurs
Quatrième Internationale

Voir aussi p. 16

Maria Vindevoghel : Flightcare contre-attaque !

Le délégué qui a remplacé Maria chez Flightcare a été licencié à son tour. Et le procès de Maria continue. Flightcare a fait appel. Nous étions une bonne centaine pour soutenir Maria au Tribunal du Travail le 28 juin. Mais quelques manifestations ne suffiront pas pour mettre Flightcare contre les cordes. Les syndicats doivent organiser un plan de lutte à l'aéroport même, avec arrêts de travail, la seule chose qui atteint vraiment Flightcare. Une victoire dans cette question peut être le début pour des luttes plus ambitieuses, et nécessaires : pour la sanction pénale contre les patrons qui ne respectent pas les droits des travailleurs.

Libérez tous les prisonniers politiques